

## **BNP PARIBAS**

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR L'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS EXISTANTES  
OU A EMETTRE AU PROFIT DES MEMBRES DU PERSONNEL  
SALARIE ET DES MANDATAIRES SOCIAUX DE BNP  
PARIBAS ET DES SALARIES ET MANDATAIRES SOCIAUX  
DES SOCIETES OU GROUPEMENTS QUI LUI SONT LIES AU  
SENS DE L'ARTICLE L.225-197-2 DU CODE DE COMMERCE**

**Assemblée Générale Mixte du 11 mai 2011**

**Quinzième résolution**

**Deloitte & Associés**  
185, avenue Charles de Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

**Mazars**  
61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie

Aux Actionnaires  
**BNP Paribas**  
16, boulevard des Italiens  
75009 Paris

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de BNP Paribas et en exécution de la mission prévue par l'article L.225-197-1 du Code de commerce, nous avons établi le présent rapport sur le projet d'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de BNP Paribas et au profit des salariés et mandataires sociaux des sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens des articles L.225-197-1, II et L. 225-197-2 du Code de commerce. Le nombre d'actions existantes ou à émettre pouvant être attribuées gratuitement ne pourra excéder plus de 1,5 % du capital social de BNP Paribas à la date de la décision de leur attribution, sachant que le nombre total d'actions attribuées aux mandataires sociaux de BNP Paribas ne pourra représenter plus de 0,1% du capital social de la société et que le nombre d'actions attribuées à chaque mandataire social ne pourra représenter plus de 0,0375% du capital social de BNP Paribas à la date de décision d'attribution. Ces attributions gratuites d'actions s'imputeront sur les plafonds mentionnés à la 16ème résolution.

Votre Conseil d'administration vous propose de l'autoriser, avec faculté de subdélégation, à attribuer gratuitement des actions existantes ou à émettre pour une période de trente-huit mois. Il lui appartient d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier notamment que les modalités envisagées et données dans le rapport du Conseil d'administration s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du Conseil d'administration portant sur l'opération envisagée d'attribution gratuite d'actions.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 13 avril 2011

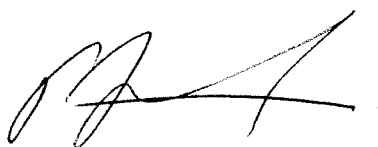
Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés



Pascal Colin

PricewaterhouseCoopers Audit



Patrice Morot

Mazars



Guillaume Potel